

Pour aider les entrepreneurs sociaux à développer leur projet, les membres du réseau MakeSense se réunissent et notent leurs idées sur des Post-it.



# Les nouveaux philanthropes

*Ils ont un pied dans l'entreprise, un pied sur le terrain. Avec ou sans fortune, une nouvelle génération SOLIDAIRE prouve que changer le monde n'est pas un vœu pieu.*

PAR REBECCA BENHAMOU

« **L**evée dans un milieu modeste, je sais à quel point il est difficile de gagner de l'argent. Et donc d'en faire bon usage », prévient Noémie de Goÿs, présidente de la fondation Amissé. Après avoir sillonné les routes d'Afrique et fait du bénévolat à l'Unicef, cette globe-trotteuse trentenaire n'a jamais quitté le milieu associatif. En se confrontant à cette réalité du terrain, elle s'est passionnée pour la cause féminine. « Quand j'ai pris conscience des discriminations dont les femmes font l'objet, j'ai eu envie de changer les choses, d'apporter ma pierre à l'édifice », raconte-t-elle. En 2009, sa vie prend une autre voie. Son père se lance dans le secteur des énergies renouvelables et revend sa toute jeune entreprise à prix fort. Pour sa fille, actionnaire de la société, l'opportunité est inespérée.

SDF



Soutenus par  
la fondation  
Terra  
Symbiosis et  
l'ONG Inter  
Aide, ces  
paysans  
malawites  
sont formés  
aux pratiques  
de l'agriculture  
biologique.

Elle crée la fondation Amisse (en hommage au nom de famille de son père) quelques mois plus tard, et devient ainsi l'une des plus jeunes philanthropes de France. Son but ? Soutenir les coopératives féminines dans les pays en voie de développement, et surtout sur le continent africain. « Comme beaucoup de personnes de mon âge, j'ai besoin de m'investir dans des projets porteurs de sens. C'est l'une des clefs de mon épanouissement », ajoute-t-elle. Epi-phénomène ou tendance de fond ?

**SELON LA FONDATION DE FRANCE, UNE NOUVELLE PHILANTHROPIE EST EN TRAIN DE SE CONSTRUIRE. EN TÊTE DE FILE, DES ENTREPRENEURS PLUS JEUNES, IMPRÉGNÉS D'IDÉAUX LIBÉRAUX ET D'ORIGINES SOCIALES DIVERSES.** Leur force ? La polyvalence. Ils savent aussi bien manier l'art du *networking* dans les soirées mondaines que travailler dans le cadre de missions humanitaires. Certains ont hérité leur fortune, d'autres l'ont créée ou sont devenus des as du *crowdfunding*, ce qui consiste à effectuer des levées de fonds sur la Toile. Fini, les dons isolés et les projets sans suivi ! Même avec peu de moyens, l'impact social doit être fort. Les références ? Bernard Kouchner, l'agriculteur Pierre Rabhi, ou encore Jimmy Wales, le fondateur de Wikipédia. « Contrairement aux idées reçues, la phi-



Au Burkina Faso, la fondation Amisse promeut les réchauds à gaz pour lutter contre la déforestation.

lanthropie est loin d'être en panne, mais elle est en pleine mutation », assène Francis Charhon, directeur de la Fondation de France, chiffres à l'appui. Entre 2011 et 2013, le nombre global de fondations et de fonds de dotation dans l'Hexagone est passé de 2 733 à 3 694. La preuve, donc, que, même en période de crise, la générosité n'a pas disparu. « Cette génération incarne une France qui se retrouve les manches et qui partage », ajoute-t-il. Si une grande majorité sont des hommes, de plus en plus de femmes, âgées de moins de 50 ans, rejoignent les rangs de la philanthropie. Plus varié, ●●●/



En Inde, la fondation Terra Symbiosis encourage la conservation de la biodiversité et des semences traditionnelles (ici, le triage de la camomille).



Le secteur de la solidarité se rapproche davantage du modèle américain, à quelques exceptions près. « Outre-Atlantique, le rapport à la philanthropie est plus “bling-bling”. Nous sommes à des années-lumière de l’image des grands milliardaires, tels Bill Gates et George Soros. Si l’on veut être pris au sérieux en France, le don doit rimer avec discrétion », affirme Patricia Jung-Singh, présidente de la fondation Terra Symbiosis. Le jour où elle a reçu un patrimoine familial en héritage, cette Strasbourgeoise de 38 ans a décidé de soutenir des projets liés à l’agriculture biologique. « Cet amour pour la nature me suit depuis l’enfance. Il fait partie de mon éducation, de mes valeurs et de mon vécu », confie-t-elle. Après avoir travaillé pendant six ans en Inde et au Malawi pour l’ONG Inter Aide, elle lance sa fondation en France, en 2009, et s’interroge : comment se frayer un chemin face aux géants de la philanthropie ? Quel impact peut-on avoir sur la société quand les moyens financiers sont plus restreints ? A l’instar des PME sur le marché du travail, le point fort des petites et moyennes fondations est, semble-t-il, la flexibilité. Les démarches administratives sont souvent moins ardues que dans les grandes institutions. Afin de soutenir les projets les plus ambitieux, certaines fondations organisent même des cofinancements. « L’union fait la force ! clairotte Patricia Jung-Singh. Etant des petites poches de prospérité dans un pays en crise, notre but n’est pas de “sau-poudrer” les dons, mais de professionnaliser l’action solidaire, de viser juste. Quand on a moins d’argent à dépenser, on se doit d’être plus efficace. » Ainsi, pas de honte à chercher le meilleur retour social d’un

don, car la fondation s’apparente de plus en plus à une entreprise. Même le rapport à l’argent n’est plus un tabou. Pour Noémie de Goÿs, les acteurs de la solidarité ont beaucoup à apprendre du monde du business. Deux ans après avoir lancé sa fondation, elle a créé la marque de cosmétiques bio Nohèm, certifiée commerce équitable, et gère les deux activités – pratiquement – de la même manière. « La démarche citoyenne n’en est pas amoindrie parce qu’on applique des méthodes d’entreprise, dit-elle souriante. Au contraire, elle est renforcée. Ma fondation bénéficie de mon expérience d’entrepreneuse, et tant mieux ! » dit-elle souriante. La seule ombre au tableau de ces nouveaux philanthropes ? L’impatience. « Leur bonne volonté se double parfois d’un empressement lié à la fougue de la jeunesse. Et les changements sociaux, eux, prennent du temps », tempère Francis Charhon.

**À MESURE QUE LES ÉCOSYSTÈMES SE DÉCLOISONNENT, LA PHILANTHROPIE N’EST PLUS L’UNIQUE VIGIE DE LA GÉNÉROSITÉ. D’AUTRES MODÈLES D’ACTION SOCIALE VOIENT LE JOUR.**

Le plus en vogue ? L’entrepreneuriat social – ou *social business* –, lequel consiste à créer une activité économique rentable pour répondre à des besoins sociaux et environnementaux. Logement, réinsertion professionnelle, croissance verte... Telles sont les préoccupations de ces champions de l’innovation sociale. Objectif : créer une troisième voie émancipatrice – au-delà de l’action politique et de l’économie de marché –, où tout est à (re)construire. Pour Virginie Seghers, auteur de *La Nouvelle Philanthropie : (re)invente-t-elle un capi-*



A Montpellier, Terra Symbiosis soutient le jardin de Magnol, un lieu qui vise à sensibiliser les plus jeunes à l'agroécologie.

*talisme solidaire?* (éd. Autrement) et cofondatrice de Prophyl – une société de conseil en investissement philanthropique –, la solidarité est à l'aube d'une nouvelle ère. « Pour être efficace, notre prochain modèle doit être une synergie de la philanthropie classique et de l'entrepreneuriat social », augure-t-elle. Le *social business* fait d'ailleurs un tabac chez les jeunes actifs. Parmi eux, Christian Vanizette, le fondateur de MakeSense, un réseau international qui met en contact entrepreneurs sociaux et bénévoles sur la Toile. Agé de 27 ans et adepte des livres de Muhammad Yunus sur le microcrédit, le jeune homme s'est passionné pour ce secteur lors d'un voyage en Asie, en 2010. « Je voulais exercer un métier qui ait du sens, mais je ne me reconnaissais ni dans la communauté des ONG ni dans celle des grandes entreprises. Le *social business* est la synthèse des deux mondes », indique-t-il. Depuis le lancement de MakeSense, en 2011, plus de 20 000 bénévoles, âgés de 18 à 35 ans, ont travaillé sur un éventail de 700 projets – liés à l'éducation, à la santé publique, au développement durable, etc. – dans 100 villes. « C'est une forme de philanthropie 2.0 qui nous permet de démultiplier l'impact d'un même euro », explique l'entrepreneur. A la mi-décembre, le réseau va ouvrir son propre incubateur dédié aux start-up sociales, SenseCube, dans le quartier de la Bastille, à Paris.

A la fois idéalistes et pragmatiques, ces entrepreneurs solidaires inspirent aussi les politiques. Alors, prochaine étape : l'Hémicycle ? « Le but n'est pas de supplanter nos dirigeants, mais de travailler main dans la main avec eux », répond Christian Vanizette. Depuis peu, le gouvernement lui fait les yeux doux. En s'ap-

puyant sur le réseau MakeSense, François Hollande a donné le coup d'envoi en juin dernier du programme « La France s'engage », un fonds d'expérimentation pour financer les jeunes pousses de l'économie sociale et solidaire, à hauteur de 50 millions d'euros d'ici à 2017. L'engagement ? Mettre en lumière, par le biais d'un label présidentiel, 15 projets innovants tous les six mois. « On peut faire maints reproches à nos politiciens, mais, dans ce cas précis, l'Etat a pris conscience de ses manques et de ses carences. La crise lui a ouvert les yeux : pour rentabiliser les politiques publiques, il doit s'inspirer des défenseurs de l'innovation sociale. Après tout, notre finalité est la même : servir l'intérêt général ! » martèle-t-il. ●

## Quelques chiffres

**435 000** Cela correspond au nombre de donateurs dans l'Hexagone en 2013, actifs sur une période de quatre ans, selon la Fondation de France.

**66 %** C'est le pourcentage de réduction d'impôt dont les particuliers et entreprises bénéficient sur le montant de leur don – dans la limite de 20 % de leur revenu imposable et de 5 % de leur chiffre d'affaires.

**39 %** de Français pensent que les entreprises sociales sont les acteurs les plus innovants dans la résolution des problèmes environnementaux et sociaux, d'après le baromètre de l'entrepreneuriat social, publié par l'ONG Ashoka en février.